



PRÉFET DE LA GUYANE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cayenne, le 18 juillet 2024

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REGULUS SA UPG

BP 73
Centre Spatial Guyanais
97372 Kourou

Références : ATTE/PRIE/PRA/CC/2024/281
Code AIOT : 0006900028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement REGULUS SA UPG implanté Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGULUS SA UPG
- Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'Unité de production de Propergol de Guyane (UPG), est exploitée par la société franco-italienne REGULUS, relevant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Elle assure la fabrication et le chargement en propergol solide des lanceurs exploités sur le centre spatial guyanais en produisant les booster de VEGA-C et Ariane 6 (P120C et bientôt P160).

L'Usine de Propergol de Guyane regroupe une quarantaine de bâtiments sur une superficie d'environ 300 hectares.

Contexte de l'inspection : Pollution

Thèmes de l'inspection : AN24 Shunt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée dans une ambiance très cordiale et constructive, l'exploitant démontre sa volonté d'améliorer ses pratiques.

Nonobstant, les non-conformités relevées (suivi des ESP en 2023 et des rétentions en 2024) peuvent démontrer une certaine dérive certainement liée au contexte de perte de compétences mais ce contexte ne doit pas obérer les obligations de REGULUS à suivre correctement son site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Dispositif de prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.1-I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.1-II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Constitution des dossiers d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
6	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
10	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.1-III	/	Sans objet
11	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.1-IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées souligne l'investissement conséquent de REGULUS pour résorber les non-conformités identifiées et mettre à jour les pratiques.

L'enjeu sur les équipements sous pression est de clore les travaux engagés avec la réalisation des requalifications périodiques avant la fin de l'année 2024.

Sur les suites de la pollution du 05/10/2023, une décision éclairée sera prise en fonction du dossier qui sera remis sur le suivi environnemental de la zone impactée.

Concernant les barrières de sécurité, l'exploitant démontre une certaine robustesse liée au possible shunt d'une barrière, étant aguerri à travailler dans un milieu pyrotechnique avec des contraintes fortes sur la sécurité des biens et des personnes liées au Code du travail.

Enfin, sur le sujet des rétentions, la visite terrain montre un bon état d'ensemble des rétentions mais regrette que, malgré une procédure sur le suivi de celles-ci, la procédure n'ait pas été appliquée depuis quelques années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/12/2023• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
Constats : <p>REGULUS présente les avancées significatives sur l'état des lieux des ESP, néanmoins à date, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter des inspections périodiques sur les équipements en retard suite à une indisponibilité de l'agent de l'organisme habilité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées demandera à disposer des inspections périodiques réglementaires dans les 6 mois, faute de quoi une mise en demeure sera prise eu égard au délai déjà consenti sur le sujet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/12/2023• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
Prescription contrôlée : <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
Constats : <p>A l'instar du point de contrôle sur les inspections périodiques, l'exploitant a fait un travail de fond pour reconstituer les dossiers, néanmoins, le délai dans les approvisionnements des accessoires de sécurités (type soupapes) n'ont pas permis à date à l'organisme habilité de réaliser les requalifications périodiques.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées vérifiera que les requalifications périodiques réglementaires soient réalisées dans les 6 mois, faute de quoi une mise en demeure sera prise eu égard au délai déjà consenti sur le sujet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Constitution des dossiers d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.1
Thème : Autre, Constitution des dossiers d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/12/2023• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
Prescription contrôlée : <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour tous les équipements :- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;
Constats : <p>REGULUS a repris l'ensemble des équipements pour reconstituer les dossiers d'exploitation. Pour les équipements n'ayant plus les documents de mise en service, l'organisme habilité a prononcé une nouvelle déclaration de mise en service.</p> <p>L'exploitant a donc soldé ce point important dans l'inventaire des équipements sous pression dont il a la responsabilité et le suivi de ces équipements est maintenant intégré dans sa GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur) afin de ne pas reproduire les mêmes erreurs de suivi constatées lors de l'inspection en juin 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositif de prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.4
Thème : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre les pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les plus brefs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier : <ul style="list-style-type: none">• la toxicité et les effets des produits rejetés ;• leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;• la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;• les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;• les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution ;• les méthodes d'analyses ou d'identification et les organismes compétents pour réaliser ces analyses. A cet effet, l'exploitant constitue un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre les pollutions des eaux est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services.
Constats : Suite à l'incident du 05/10/2023, épandage d'une bêche contenant des eaux perchloratées, un point a été présenté par REGULUS. En premier lieu, les bâches ont été retirées et l'espace de stockage temporaire est à nouveau nu. Depuis, les eaux perchloratées sont traitées en continu avec la station biologique. Néanmoins, l'exploitant étudie la possibilité d'installer une citerne (de l'ordre de 150 m³). L'inspection des installations classées mesure la nécessité de disposer d'un réservoir de secours mais alerte sur le fait que ce réservoir devra être sur une rétention adaptée. En second lieu, sur le dossier de suivi de l'incident du 05/10/2023, REGULUS a fait analyser par deux fois en 2023 les terres polluées afin de disposer d'une cartographie de la pollution. Les piézomètres permettent également de suivre l'impact sur les eaux souterraines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Quant à la mise en œuvre éventuelle de moyens curatifs pour traiter la pollution résiduelle, l'inspection des installations classées demande la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures (terre et eau souterraine). A la suite de ces nouvelles mesures, REGULUS présentera une étude technico-économique sur les possibles traitements sachant qu'il est fait mention d'une certaine biodégradabilité du perchlorate dans le milieu naturel : préciser l'échelle temporelle de cette biodégradabilité afin de statuer sur quoi faire ensuite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème : Actions nationales 2024, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : La seule MMR technique mise en œuvre par REGULUS est le bridage sur la table de transport d'un propulseur. La mise en œuvre du bridage est décrite dans la notice P300 3 101 AD. La notice ne prévoit pas de déroger et d'après les explications de l'exploitant, aucun shunt de cette MMR n'est possible. L'analyse a également été menée sur les barrières de sécurité. Il n'y a pas de procédure identifiée pour shunter d'office une des barrières techniques. Cependant, en fonction de la situation (par exemple dans le cadre d'une coulée nécessaire afin de ne pas perdre des semaines de production), l'exploitant peut, après analyse, continuer le process industriel. C'est l'équipe de direction qui prend la décision de shunter ou non une barrière de sécurité. Aucun shunt de barrière de sécurité n'a été mis en œuvre sur le site de REGULUS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Si un shunt devait être acté par l'exploitant, il serait géré selon l'instruction REG-M2-10 par une prise de décision. L'instruction a été présentée à l'inspection des installations classées. La prise de décision est une procédure bien spécifique formalisée par une fiche "prise de décision". Une fiche a été présentée à l'inspection des installations classées, sur un autre point qu'un shunt car aucune barrière de sécurité n'a été shuntée pour le moment. Il est à noter qu'en environnement pyrotechnique, cas le plus fréquent sur le site de REGULUS, si une décision devait mener à shunter une barrière de sécurité dans l'environnement de production de matière pyrotechnique, la décision sera accompagnée d'une analyse de sécurité (AST) spécifique qui identifierait ce cas dégradé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : L'exploitant ne prévoyant pas nativement de pouvoir shunter les MMR ou les barrières de sécurité, aucune consigne spécifique n'est donc présente sur les postes de travail. Comme précisé dans les points précédents, si une barrière devait être shuntée, elle ne le sera qu'après une analyse spécifique et une décision collégiale et non par un opérateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.1-I
Thème : Risques accidentels, Capacité de la rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. La conception de la capacité de rétention est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Une consigne écrite précise les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions sont notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : REGULUS a présenté en séance une liste exhaustive des rétentions exploitées sur le site. Une consigne écrite existe bien pour formaliser les vérifications à effectuer avec pour principe : <ul style="list-style-type: none">• une inspection visuelle annuelle;• une vérification triennale de l'étanchéité constituée par une épreuve de mise en eau de la rétention. A la demande d'un procès verbal de vérification d'étanchéité, l'exploitant admet que le suivi avec l'épreuve de mise en eau n'est plus réalisée depuis 2015. Cette dérive est expliquée par une rotation des personnels "sachants" et de la perte d'une certaine compétence sur ce sujet. L'action corrective mise en place par REGULUS est d'intégrer un plan de vérification des rétentions dans la GMOA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées souligne qu'il n'est pas acceptable de ne pas suivre l'état des rétentions et demande que lui soit présenté un plan d'action pour résorber cette absence de vérification depuis plus de 6 ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.1-II
Thème : Risques accidentels, Résistance de la rétention
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.
Constats : Sur le sujet de l'étanchéité des rétentions, le point de contrôle précédent précise qu'il n'y a plus de contrôle et prévoit déjà une action associée. Le stockage de liquides inflammables est réalisé au-dessus du niveau du sol. Les rétentions vérifiées disposent, soit d'un mécanisme permettant de ne pas vider la rétention sans action, soit d'aucun mécanisme permettant un rejet vers l'extérieur. Les produits sont correctement stockés en fonction de leur compatibilité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors de la visite terrain, proche du bâtiment 336 au niveau de la station service, la vanne d'évacuation de la rétention était en position ouverte. L'exploitant indiquera si c'est la position nominale de la vanne. Le cas échéant, REGULUS transmettra le plan d'action mis en place pour remédier à cette situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.1-III
Thème : Risques accidentels, Résistance de la rétention
Prescription contrôlée : Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Les volumes minimums des rétentions tels que définis au paragraphe précédent sont disponibles en permanence.
Constats : La vérification de la prise en eau des rétentions est effectuée lors de rondes, avec une purge dès que c'est nécessaire. Du listing partagé par l'exploitant, les rétentions semblent toutes correctement dimensionnées pour avoir un volume disponible suffisant en cas d'épandage accidentel. Lors de la visite terrain, sur les six zones inspectées, aucune anomalie n'a été relevée sur une saturation de rétention par les eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.1-IV
Thème : Risques accidentels, Stockage et manipulation
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.
Constats : Ce point a notamment été vérifié lors de la visite terrain avec les eaux de lavages du bâtiment 320 qui présente bien un sol étanche et un dispositif de récupération des eaux souillées.
Type de suites proposées : Sans suite